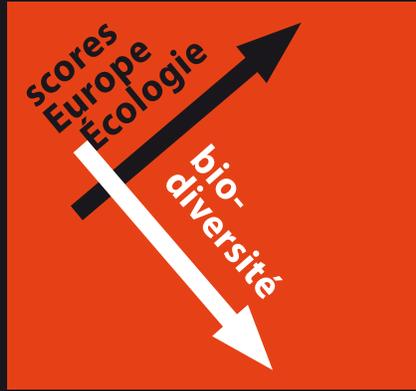




La croissance... ...un exaltant projet !



De l'inutilité de l'écologie politique



Introduction à la barbarie...

Dans mon premier livre, je posais la question de savoir « *quel qualificatif s'appliquait le plus justement à la classe politique. Avons-nous à faire à des corrompus, des crétiens, des débiles, des irresponsables, des cinglés ou des criminels ?* » Après réflexion, j'affirme que cette classe politique est financièrement irresponsable et écologiquement criminelle.

Du commandant Cousteau à René Dumont, en passant par Théodore Monod, Paul Emile Victor et bien d'autres, ils sont nombreux à nous alerter depuis des décennies sur le caractère suicidaire du mode de développement de nos sociétés. Or, que nous propose la classe politique ? D'une médiocrité affligeante, un seul projet transcende le clivage politique : **LA CROISSANCE**. En d'autres termes, accélérons encore la course vers l'abîme. En 1994, dans « La montée de l'insignifiance, le philosophe Cornélius Castoriadis écrivait « *L'humanité se fracassera tôt ou tard contre les limites naturelles de la planète, si elle ne s'effondre pas déjà auparavant sous le poids de son néant de sens.* »

Ce néant de sens, les partis politiques rivalisent d'efforts pour l'atteindre les premiers. L'imaginaire des esprits du monde politique est colonisé par une seule et même pensée : la pensée économique. Nous pourrions attendre du personnel politique pléthorique qu'il se consacre à un travail pédagogique auprès des concitoyens pour les sommer de réduire la consommation de biens matériels. Malheureusement, l'intelligence de cette réflexion n'est pas à leur portée. Au contraire, ils préfèrent maintenir les foules dans une ambiance cornucopienne. Au cours de la dernière décennie le produit mondial brut a doublé, le volume du commerce mondial a triplé et la consommation d'énergie double en moyenne tous les quatre ans.

L'impact de ces évolutions sur l'environnement est catastrophique ou plus précisément suicidaire.

Insoutenable écologiquement, la croissance est aussi insoutenable financièrement (voir texte sur TGV). Pour l'activiste écologiste Paul Watson, « *Le monde est rempli de foules décrébrées qui vivent dans des univers fantaisistes basés sur la religion ou le divertissement.* ». Paul Watson ajoute « *Mes congénères sont des primates arrogants et incontrôlables.* »

Après des décennies de développement économique, la France (et la planète) n'est plus qu'un champ de bataille, bombardé de zones industrielles, commerciales, d'autoroutes, d'aéroports... L'atmosphère de la majorité des villes s'approche de celle des chambres à gaz. Candidat aux élections législatives à Nancy en juin 2012, j'avais, de façon quelque peu provocatrice, collé des affiches avec ce slogan « *En juin 2012, choisissez de « crever » plus vite avec la gauche ou « crevez » plus vite avec la droite.* ». Les électeurs, ont donc choisi de « *crever plus vite avec la gauche.* ». Pour le nouveau gouvernement rose-vert le cap est clairement défini : *la destruction totale c'est maintenant.* Avec ce nouveau gouvernement, les mafieux du béton, sont soutenus sans aucune réserve. Les actes de résistance à la destruction de l'environnement sévèrement criminalisés. Résolument productiviste, et pour être bien certain de ne laisser aucune chance à l'environnement, ce gouvernement a même nommé « *un ministre du redressement productif.* ». La destruction totale du pays est à portée de quinquennat.

La question fondamentale est donc de savoir comment faire pour empêcher cette classe politique de nuire et de continuer ses funestes agissements.

à la barbarie...

AFRIQUE CONTINENT RESERVOIR ? AFRIQUE CONTINENT DEPOTOIR ?

Le lecteur trouvera dans cette ouvrage de nombreuses photos d'Afrique (Togo – Ghana). Photos réalisées lors d'un récent séjour dans ces deux pays. J'avais développé dans mon premier livre l'idée du lien intrinsèque entre croissance française et maintien des dictatures africaines. Les observations, et les échanges que j'ai pu avoir dans ces deux pays renforce cette conviction. L'Afrique représente pour la croissance française un continent réservoir, ainsi qu'un continent dépotoir. Cette situation est fidèlement décrite par Odile Taubner, présidente de Survie et veuve de Mongo Betti « *Le partage de l'Afrique entre les grandes puissances, inauguré avec la conférence de Berlin en 1885, est toujours à l'ordre du jour. C'est à qui va emporter le plus gros morceau. Le dépeçage n'a jamais cessé. Bien au contraire, il a repris toute sa virulence avec la course au pétrole, à l'uranium et aux autres matières premières nécessaires à la consommation démentielle d'une civilisation devenue folle.* »

Le chroniqueur Nicolas Baverez, jamais à court de déclarations imbéciles, déclare dans le Nouvel Observateur du 8 novembre 2012 « *La mondialisation triomphante profite d'abord aux pays émergents. Pour la première fois de son histoire, l'Afrique a enregistré au cours des années 2000 une croissance supérieur à 5 %* ». Nicolas Baverez a-t-il déjà posé un pied en Afrique ? Autre acteur efficace de ce capitalisme du désastre, l'homme d'affaire, banquier et patron de presse, Matthieu Pigasse qui déclare dans Golf Info (un journal togolais) « *Le XXI^{ème} siècle sera africain* ». Ignorant la situation de l'immense majorité des pays, il rajoute « *D'autres forces positives sont à l'oeuvre : la croissance démographique, l'urbanisation, une plus grande stabilité politique (sic), la diminution des principaux conflits, une meilleure*

gestion de l'économie, les allègements de la dette, la libération des échanges etc. » Matthieu Pigasse, à l'évidence ne connaît pas l'oeuvre de François Xavier Verschave et de l'association Survie. Avec le travail de Verschave et Survie, nous savons que depuis des décennies, les chefs d'État français (De Gaulle, Chirac, Giscard, Mitterrand, Sarkozy) sont les fidèles alliés des dictatures africaines. Une politique qui se poursuit avec le nouveau gouvernement de François Hollande. En juillet 2012, Laurent Fabius, et l'écologiste Pascal Canfin, se sont rendus chez certains des pires criminels du continent africain (Billets d'Afrique Septembre 2012).

Immoralité fondamentale de nos sociétés dans nos rapports aux pays les plus pauvres, mais immoralité aussi dans notre politique intérieure. Cette immoralité se caractérise par une perte totale de sens du travail. Que la marchandise produite par ce capitalisme du désastre soit utile, toxique ou criminelle n'a aucune importance.

L'objectif de ce petit ouvrage est de faire prendre conscience du lien intime entre **CROISSANCE** et **BARBARIE** ... Ce petit ouvrage résume la pensée d'un militant écologiste et pacifiste, pour qui l'arrogance des puissants devient insupportable.

**La croissance.
Quel exaltant projet !**

textes et photos : Clément Wittmann
dessins : Jean-Luc Coudray, Andy Singer
illustration : Rémi Schnebelin
design graphique : Christine Wetz
impression : xx
contact : clement.wittmann21@orange.fr
site : <http://clementwittmann2012.fr>



Après le fascisme économique arrive le vrai fascisme...

Réalisateur de talent, Pierre Carles dans son dernier documentaire *Hollande, DSK, etc* fait une démonstration imparable de la manipulation de l'opinion par les médias. Les élections françaises sont tout simplement truquées par les « *fabricants d'opinion* », encore appelés « *chiens de garde* » de ce capitalisme du désastre.

Les dictateurs les plus brutaux (Pinochet, Eyadéma, Staline, Ceaucescu, Charles Taylor, Bokassa) ont écartés les opposants aux réformes libérales de la manière la plus barbare (enlèvement, assassinats, viols, torture). En juillet 2001, lors du sommet du G8, à Gênes, les commandos de la police spéciale de Silvio Berlusconi, ont attaqué le locaux d'hébergement des manifestants. Des jeunes gens, des jeunes filles, ont été battu, violés, insultés, jetés à terre, piétinés par les carabinieri.

Dans d'autres « *démocraties* » occidentales, les méthodes d'élimination des opposants à l'ordre établi sont plus « *douces* », plus « *subtiles* ». Candidat à de nombreuses élections depuis trente ans, j'ai fait l'objet d'une censure totale de la part des chiens de garde. **Les médias sont donc les fidèles serviteurs de ce fascisme économique.**

Rien ne doit s'opposer à la marchandisation du monde. Quiconque ose s'opposer à l'organisation d'une société où la rationalité économique commande l'ensemble des activités humaines, doit s'attendre à de sévères condamnations. Des garants de l'intérêt général s'opposent à la construction d'un aéroport ? Aussitôt, sur ordre du monde politique associé aux mafieux du béton, interviennent les forces de polices.

De Dominique Strauss-Kahn à Dominique de Villepin, droite et gauche s'acharnent depuis des années sur les services publics. A la privatisation de la santé, des transports, de l'éducation s'ajoute dorénavant **la financiarisation de la vie politique. Est ce l'effet du hasard si les principaux candidats de l'élection présidentielle 2007 étaient assujetti à l'impôt sur la fortune ?** Impossible pour un citoyen ne disposant d'une fortune personnelle de s'investir dans le champ politique sans se compromettre avec les organisations quasi mafieuse déjà existante (PS, UMP, Modem, Europe Écologie...).



Qui a tué le Togo ?

Lomé, Togo, le vendredi 9 novembre 2012



« On sait ce qu'est l'horreur économique, on sait quelles catastrophes elle provoque jour après jour sur la planète. On sait à quoi servent la bourse, les marchés financiers, la Banque Mondiale, le FMI, et les autres institutions du système capitaliste qui orchestrent la mondialisation, gouvernent les gouvernements et imposent pour le plus grand profit des grands investisseurs des politiques criminelles qui font du monde terrané une poubelle physique et un cloaque moral où **des millions d'êtres humains sont condamnés à croupir de la naissance à la mort.** »

Alain Accardo

Il s'appelle Komé Wononya Megbenyou. Installé dans un confort extrême, huit heures par jour, il lave des bidons de plastique qui seront recyclés. Son « revenu » ? 35 000 francs CFA par mois, c'est-à-dire 53 euros.

QUI A TUÉ LE TOGO ?

Pour comprendre l'état de déliquescence totale du Togo, il est important de s'intéresser aux acteurs de cette tragédie. Quelles sont les personnalités qui ont « fabriqué » ces situations d'extrême pauvreté, de misère indigne. Quelles sont les complicités extérieures des régimes dictatoriaux ? Colonie allemande « Togoland » revient à la France en 1914, à l'occasion de la première guerre mondiale. En août 1956, le Togo devient une république autonome.

En 1960, le leader indépendantiste Sylvanus Olympio prend la tête du pays. Un leader longtemps combattu par la France. Le 13 janvier 1963, le général de Gaulle et les services secrets français organisent donc l'assassinat de Sylvanus Olympio. Il est abattu devant les grilles de l'Ambassade des États-Unis. En janvier 1967, c'est à la faveur d'un coup d'État que le général Eyadéma devient président de la République. Un général-dictateur soutenu par l'ensemble de la classe politique française jusqu'à sa mort en 2005. Passionné de chasse, Valéry Giscard d'Estaing, se rendra régulièrement au Togo, pour participer avec « son ami Eyadéma » à des parties de chasse dans les parcs nationaux. En septembre 1985, une tentative de rébellion menace Eyadéma, François Mitterrand envoie quatre Jaguar et cent

cinquante parachutistes à Lomé pour secourir Eyadéma. Quelques années auparavant, le 13 janvier 1983, François Mitterrand s'était rendu à Lomé, pour assister en compagnie du Général Eyadéma aux célébrations de la fête nationale togolaise. Pour la France et ses industries d'armement, soutenir le maintien d'un général à la tête du pays représente un intérêt considérable ; les dépenses militaires du Togo sont passées de 0,5 million de dollars en 1962 à 17 millions de dollars en 1983, et à 57 millions de dollars en 2010 ! Ceci dans un pays où 62 % de la population urbaine vit dans des bidonvilles.

Jean-Christophe Mitterrand, responsable de la cellule Afrique de l'Élysée, malgré le régime de terreur instauré par Eyadéma dans son pays, indique aussi qu'il est très lié à Eyadéma. Charles Pasqua, quand à lui affirme le 21 décembre 1992 « *C'est une chance pour le Togo d'avoir à sa tête le général Eyadéma* ». Le général Eyadéma a fait jeter des étudiants menottés vivant des hélicoptères dans la lagune de Bé à Lomé. (J. Ziegler, *Les nouveaux maîtres du monde*) En juin 2003, c'est Jacques Chirac, qui est le premier à adresser ses félicitations à Eyadéma pour sa « *réélection* ». Revenons à gauche, lors du sommet de la Francophonie, Roland Dumas affirme

« *Le président de la République du Togo, c'est un ami de la France de longue date, c'est un ami personnel.* » A gauche toujours, c'est Michel Rocard, qui en mars 1999 se rend à Lomé, pour s'afficher auprès de Eyadéma, pour cautionner une nouvelle parodie électorale. (Michel Rocard, qui en 2003 est aussi allé soutenir le dictateur camerounais Paul Biya.)

Comme à l'accoutumé, le FMI et la Banque Mondiale ne sont pas en reste quand il s'agit de s'acharner sur un pays à l'agonie. Pendant les années 1980, quatre programmes d'ajustement structurel sont signés. Les objectifs sont toujours les mêmes ; diminuer les dépenses d'État (éducation, santé, services publics...) et augmenter les recettes. Ces programmes d'appauvrissement sont donc menés par le français Jacques de Larosière de Champfeu, directeur général du FMI...

« *Lorsque de nouvelles coupes budgétaires devront être opérées, où coupera-t-on ? Jamais dans le budget de l'armée, des services secrets ou de la police.* » (J. Ziegler, *L'empire de la honte*)

Curieusement, le FMI et la Banque Mondiale n'ont pas jugé utile de s'intéresser à la fortune du Général-Dictateur. Une fortune estimée à 4,5 milliards de dollars !

Paris, boulevard Voltaire, le vendredi 14 décembre 2012



Réussite du plan grand froid de Bertrand Delanoë et la mairie de Paris : un foyer d'hébergement a été trouvé boulevard Voltaire pour **cette pauvre décapotable**.

Criminalité économique, écologique, financière ou politique... ...laquelle

Dans l'imaginaire collectif, des personnages comme Hitler, Stalin, Mussolini ou Pinochet, nous sont présentés comme des monstres. Indéniablement, ils sont responsables de la mort et de la torture de millions de personnes. Plus récemment, en 2004, la faim a tué plus d'êtres humains que la deuxième guerre mondiale.

« L'agonie par la faim passe par cinq stades. A de rares exceptions près, un homme peut vivre normalement trois minutes sans respirer, trois jours sans boire, trois semaines sans manger. Chez les enfants sous-alimentés, l'agonie s'annonce beaucoup plus rapidement. Le corps épuise d'abord ses réserves en sucre, puis en graisse. Les enfants deviennent léthargiques. Ils perdent rapidement du poids. Leur système immunitaire s'effondre. Les diarrhées accélèrent l'agonie. Commence alors la destruction de la masse musculaire. Les enfants ne peuvent plus se tenir debout. Ils se recroquevillent dans la poussière. Leurs bras pendent sans vie, et enfin vient la mort. » (Jean Ziegler). Jean Ziegler ajoute *« Toutes les cinq secondes un enfant de moins de dix ans meurt de faim. L'agriculture mondiale pourrait nourrir 12 milliards d'êtres humains. Un enfant qui meurt de faim est un enfant assassiné. »* La question logiquement sous-jacente à cette affirmation de Jean Ziegler est donc *« assassiné par qui ? »*. Par Pascal Lamy, Dominique Strauss-Kahn, Nicolas Sarkozy, Barack Obama ou Dilma Rousseff ?

Une étude publiée en 2011 par l'ONG Oxfam, indique que les plans d'ajustement structurel imposés par le FMI sont la cause de la mort de millions d'êtres humains. Les dirigeants du FMI, de l'OMC, de la Banque Mondiale, sont-ils pour autant traduits devant un tribunal international ? Les hommes politiques qui soutiennent les

dictateurs, les dirigeants des organisations internationales (OMC, FMI...) qui imposent aux États pauvres des *« plans d'ajustement structurel »*, ne sont-ils pas responsables de ces millions de morts lentes ? Est-il préférable de mourir rapidement sous les balles d'un militaire, ou d'agoniser lentement, victime d'une décision du socialiste Pascal Lamy ?

Il est utile de rappeler ici que les bourreaux des armées d'Hitler se sont acharnés sur les Juifs et les Tziganes, en usant de toutes les armes : les chambres à gaz, les exécutions, mais aussi l'arme de la faim...

Privilégier les achats d'armement plutôt que les investissements dans la santé, l'alimentation, l'éducation, cela ne s'apparente-t-il pas à une criminalité politique ?

Au Brésil, en 2011, 16,2 millions de brésiliens vivent dans une situation d'extrême pauvreté. 4,8 millions n'ont aucun revenu, 11,4 millions ont un revenu compris entre 0 et 27 € par mois. 40 % des hommes, des femmes et des enfants de Recife vivent dans des sordides bidonvilles. Plus de 1 million de personnes habitent ces quartiers sans fosses septiques, ni égouts. Dans les cabanes de tôle, de planche et de carton, les rats affamés mordent, parfois même tuent les nourrissons. Cette dans ce contexte que Dilma Rousseff, la présidente brésilienne, s'apprête à acheter à la France 36 avions Rafales pour un coût total de 5000 000 000 d'euros. Le Rafale, un avion au coût horaire de 40 000 euros ! Dilma Rousseff n'est elle pas coupable de criminalité politique ?

Je voudrais rappeler ici que l'association Survie est née en 1981 d'un Manifeste-appel de 126 Prix Nobel contre l'injustice de la faim et de

la plus meurtrière ?

l'extrême misère, un texte magnifique qui expose que les remèdes à ces maux relèvent du politique, au sens le plus noble et en appelle à un combat civique non-violent pour « Donner valeur de loi au devoir de sauver les vivants ».

Indispensable à la vie économique des sociétés occidentales, et à **LA CROISSANCE** de l'ensemble des sociétés industrielles, le pétrole est synonyme de mort, de désastre et misère pour de nombreux pays producteurs. Dans le delta du Niger au Nigéria, l'exploitation du pétrole a augmenté la température dans les villages, provoqué des pluies acides, engendré des maladies respiratoires et des cancers. Des bébés naissent avec des malformations, sans anus, sans yeux. Il n'y a plus d'eau potable. Les populations de ce delta appelle le pétrole « *la merde du diable* ». Dans les filets de pêcheurs des poissons avec une chair au gout de pétrole... Les dirigeants de Shell, Elf ou Total ne sont-ils pas responsables de cette criminalité écologique, de ces milliers de morts lentes ?



« Entre les ruines et les quelques bouts de maisons qui ont encore un toit, des spectres humains font leur apparition. Ce sont les plus vieux. Ils sont rachitiques, malades. Ils ont vécu la pire des tragédie et n'ont nulle part où aller, ni les forces nécessaires. Ils sont comme des fantômes d'Auschwitz. Ils ont survécu ici, entre les ruines, seuls, mangeant des racines, des mangues, et quelques rats des bois ou des serpents tombés dans de vieux pièges. » (X. Montanyà, *L'or noir du Nigéria*). Pour le troisième semestre 2011, Shell a annoncé un bénéfice de 7 200 000 000 de dollars...

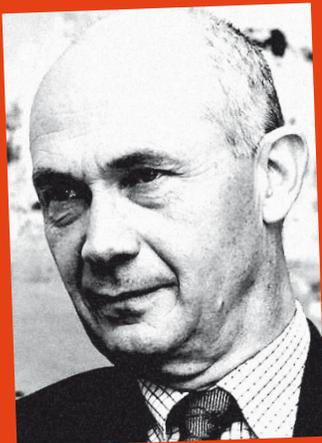
Je souhaite simplement que le lecteur comprenne que, sans l'addition de l'ensemble des criminalités (politique, écologique, économique, financière) le mode de vie européen ou américain n'est pas possible.

Par une nuit glacée de février 1940 Staline fait arreter 139 794 polonais. Ils sont déportés dans des wagons à bestiaux en Sibérie. Faute de place dans les camps du goulag, la police les « libéra » le long des voies de chemins de fer. Ils périrent de froid et de faim... Été 2011, dans le nouvel État du Sud Soudan un trust américain prend possession de 600 000 hectares de terres arables. Des milliers de petits paysans sont chassés de leurs terres, et leurs survie est menacée. Toute ressemblance entre ces deux événements n'est pas fortuite...

Il appartiendra donc au lecteur, d'apprécier dans les portraits des pages suivantes lequel est plus criminel...

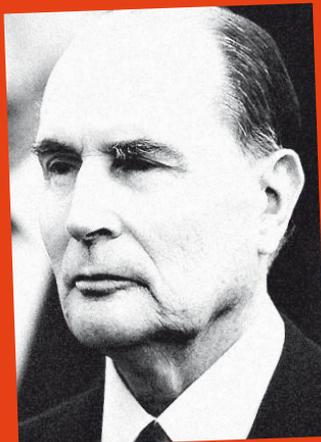
Lequel

le plus criminel ?



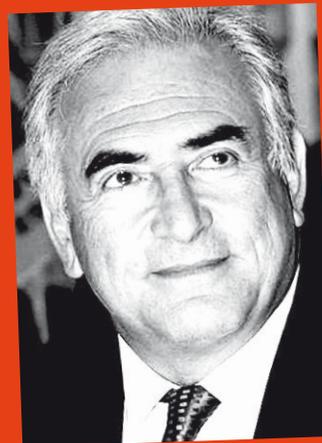
Pascal Lamy

Né en 1947. 8^e directeur général de l'Organisation mondiale du commerce depuis 2005.



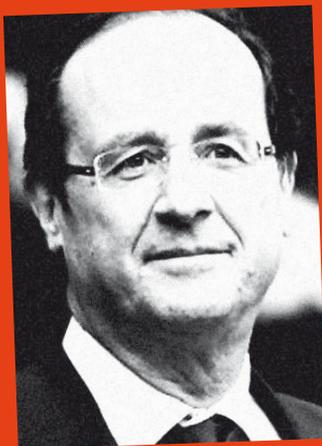
François Mitterrand

1916 – 1996. 21^e président de la République française 1981 – 1995.



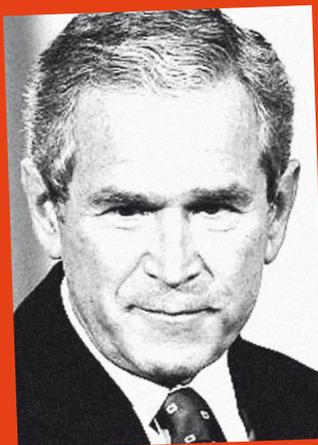
Dominique Strauss-Kahn

Né en 1949. 10^e directeur général du Fonds monétaire international 2007 – 2011.



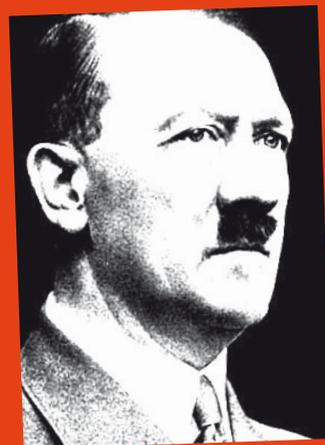
François Hollande

Né en 1954. 24^e président de la République française depuis 2012.



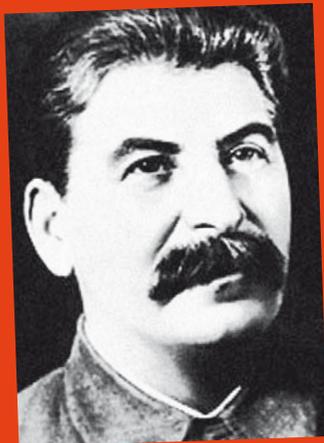
Georges W. Bush

Né en 1946. 43^e président des États-Unis 2001 – 2009.



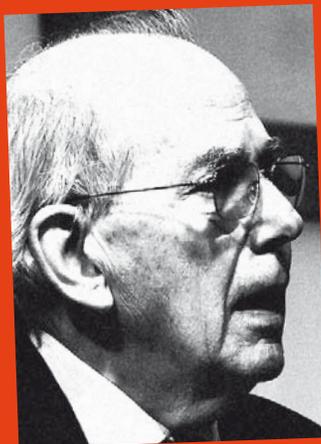
Adolf Hitler

1889 – 1945. Dirigeant du Troisième Reich.



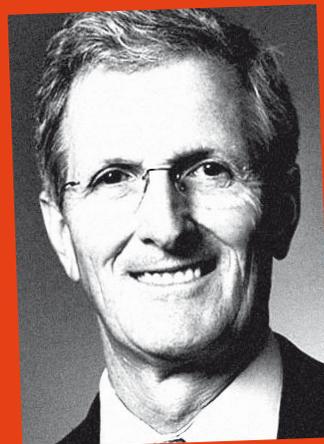
Josef Stalin

1878 – 1953. Secrétaire général du Comité central du Parti communiste pansoviétique (bolchévique) 1925 – 1952.



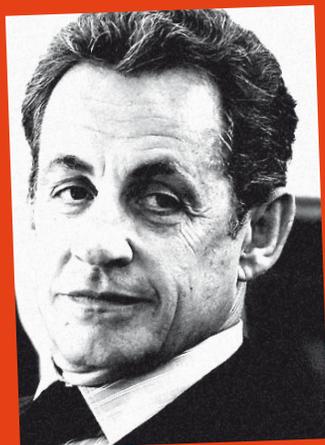
Michel Camdessus

Né en 1933. 7^e directeur général du Fonds monétaire international 1987 – 2000.



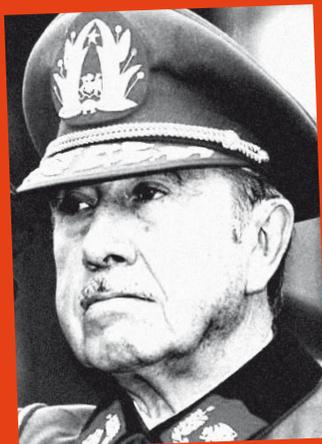
Gregory Page

Né en 1952. Président et CEO de Cargill depuis 2007.



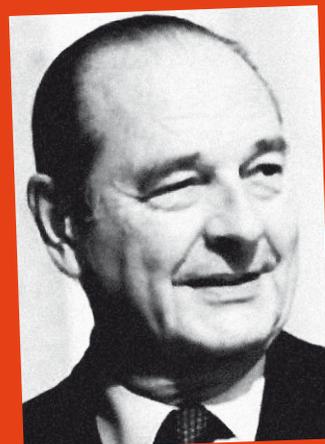
Nicolas Sarkozy

Né en 1955. 23^e président de la République française 2007 – 2012



Augusto Pinochet

1915 – 2006. 3^e président de la République du Chili 1974 – 1990



Jacques Chirac

Né en 1932. 22^e président de la République française 1995 – 2007

le plus criminel ?

Pascal Lamy.

Il s'affirme socialiste. Depuis février 2000 Pascal Lamy est le puissant directeur général de l'OMC (l'Organisation mondiale du commerce). En février 2000, devant le parlement européen, il affirme qu'il n'y a pas d'incidence entre le prix des médicaments et l'accès aux médicaments. Dans les pays pauvres, chaque année 15 millions de personnes sont victimes de tuberculose, de paludisme, de sida... faute d'accès aux soins. Le pacte n° 1 des Nations Unies stipule que « *les États doivent respecter le droit à l'alimentation des habitants de leur territoire* ». L'OMC combat ce pacte !

« *En décembre 2005, lors d'une conférence internationale à Hong-Kong, l'OMC de Pascal Lamy s'attaqua à la gratuité de l'aide alimentaire. Elle déclara qu'il était inacceptable que le PAM (Programme Alimentaire Mondial) distribuassent gratuitement – dans les camps de réfugiés, les villages ravagés par les sauterelles, les hopitaux où agonisent les enfants sous-alimentés – du riz, de la pâte de farine, des galettes, du lait... grâce aux surplus agricoles fournis au PAM par des États donateurs...* » (J. Ziegler, *Destruction Massive*).

Par ses prises de positions, ses décisions, Pascal LAMY est donc responsable de la mort de millions de personnes. Comme le rapporte Jean Ziegler, dans son chapitre sur « *les chevaliers de l'apocalypse* », l'OMC a de

tout temps été un des ennemis les plus déterminés des droits économiques, sociaux et culturels, et notamment du droit à l'alimentation. Les 750 bureaucratés de l'OMC tiennent en horreur toute intervention normative dans le libre jeu du marché.

François Mitterand.

Petite République paysanne, le Rwanda a connu dans les années 94, un génocide sans précédent. Entre 800 000 et 1 million de femmes, de nourrissons, d'enfants, et d'hommes furent massacrés en cent jours. « *La mort était généralement précédée de tortures. Les victimes furent le plus souvent découpées avec une fureur froide. Les femmes et les jeunes filles furent presque systématiquement violées avant d'être assassinées* » (Jean Ziegler). C'est la France de François Mitterand qui a principalement fourni les armes. « *Les livraisons d'armes égyptiennes étaient garanties par le Crédit Lyonnais. L'aide financière venait surtout de la France. Des caisses pleines d'armes, payées sur crédit français, arrivaient par camions venant de Kampala, du port de Mombassa.* » raconte Jean Ziegler. Ziegler qui écrit un peu plus loin « *C'est au nom de la défense de la francophonie que François Mitterand accorda un soutien sans faille aux tueurs génocidaires. En outre des liens d'amitié attachaient François Mitterand au défunt dictateur Habyarimana.* » Au début des années 1990, c'est encore la France de François Mitterand qui

se porte au secours du dictateur camerounais Paul Biya. De 175 millions de dollars en 1991, l'aide de la France passe à 407 millions de dollars en 1992. Grâce à l'argent versé par Paris, Paul Biya a pu payer les salaires des forces de sécurité engagées dans la répression de l'opposition...

Soutenu et financé depuis les années 1940 par la riche famille Bettancourt, François Mitterand, n'avait logiquement pas d'égard pour les plus faibles les plus vulnérables.

Dominique Strauss-Kahn.

Directeur Général du FMI de 2007 à 2011, Dominique Strauss-Kahn est, par la bienveillance des médias, plus connu pour ses errements sexuels que pour son action politique. Avant d'appliquer sa politique libérale au FMI, DSK s'était déjà « *échauffée* » en France. Ministre de Lionel Jospin, il avait en 1997 privatisé les Télécom, le Crédit Lyonnais, Air France, le Gan, les Autoroutes du Sud... Quelques fois brutal avec les femmes, le socialiste DSK sais se montrer doux avec les riches et les puissants. En 1999 il a fait baisser le taux d'imposition sur le stock option de 40% à 26 % ce qui a permis à 12 000 privilégiés de faire un bénéfice de 4 milliards de francs. Au plan national, comme au plan international DSK n'a qu'une devise « *Permettre aux riches de devenir plus riche, rendre les pauvres misérables* »

Depuis son luxueux Ryad de Marakech, entouré de ses amis de la gauche caviar (JP Huchon, B. Kouchner, J. Cahuzac...), DSK n'aperçoit bien pas évidemment pas les millions de pauvres et les familles qui s'entassent dans les bidonvilles les plus sordides, ruinés par la politique du FMI. La politique de Strauss-Kahn au FMI se situe dans la droite ligne de celle de ses prédécesseurs. C'est à dire des programmes de privatisation et d'ajustement structurel qui ravage les pays les plus pauvres. En Amérique Latine et ailleurs les conséquences de la politique du FMI sont désastreuses. La dette extérieure de l'Amérique latine est passé de 60 milliards de dollars en 1970, à 204 milliards de dollars en 1980, à 443 milliards en 1990, pour atteindre 750 milliards de dollars en 2005 ! Combien de personnes victimes de la politique de DSK ?

Josef Stalin.

Révolutionnaire communiste, il a imposé un régime totalitaire. Il est à l'origine de la mort de millions de personnes dans les camps de travail (Goulag). Il a aussi provoqué des famines meurtrières au début des années 1930.

Michel Camdessus.

Catholique pratiquant et libéral convaincu, Michel Camdessus a dirigé le Fonds Monétaire International de 1987 à 2000. Durant son mandat il a imposé aux pays pauvres des mesures d'une extrême brutalité : privatisation des transports, réduction des dépenses publiques d'éducation, de santé. Michel Camdessus a

imposé la privatisation du réseau de distribution de l'eau à l'ensemble des pays pauvres. Si certaines femmes que j'ai rencontré dans les villages du Ghana, sont obligés de marcher des kilomètres avant d'arriver à des points d'eau pollué, c'est à cause de Michel Camdessus. Ces mêmes femmes qui, enceinte ne peuvent plus accéder à la maternité, c'est grâce à Michel Camdessus. Il va sans dire, que tous les malades, trop pauvre pour faire soigner, donc condamnés à mourir, pourront aussi remercier Michel Camdessus. D'une brutalité extrême à l'égard des pays pauvres, Michel Camdessus, sais aussi l'être en France. En 2004, il rédige un rapport commandé par Nicolas Sarkozy, rapport au titre d'une remarquable originalité « *Pour une réelle croissance en France* ». Que propose le remarquable Camdessus ? La suppression des 35 heures, et l'arrêt de l'augmentation du SMIC ! Peut-être Camdessus s'est inspiré de Coluche, qui en parlant des chômeurs disait « *ces cons là non seulement ils veulent un travail, mais en plus ils veulent un salaire* ».

Gregory Page.

Gregory Page est le patron de la puissante multinationale Cargill, la plus puissante multinationale du négoce d'aliments. « En 2008, année de la grande crise alimentaire mondiale, Cargill a atteint un chiffre d'affaires de 120 milliards de dollars contre 88 milliards de dollars l'année précédente. En 2008, Cargill a réalisé un bénéfice net de 3,6 milliards

de dollars, contre 2,4 milliards de dollars en 2007. L'ONG américaine Food and Water Watch a publié un rapport intitulé « *Cargill, une menace pour l'alimentation et la paysannerie* ». Depuis la culture jusqu'à la vente, Cargill maîtrise l'ensemble de la filière. Cargill est le producteur le plus puissant d'engrais au monde, le troisième plus puissant marchand de viande de porc, le troisième producteur de dinde... Au USA, Cargill contrôle 80 % des abattoirs. Cargill possède une flotte d'avions navires et de cargo pour transporter ses marchandises. Cargill est des plus puissant marchand de coton du monde. Les importations massives de « *poulets Cargill* » ont jeté des milliers d'éleveurs camerounais dans la misère. En 2011, Cargill a contrôlé 26,8 % de tout le blé commercialisé dans le monde. Pour Jean Ziegler, « *la hausse des prix étrangle le 1,7 milliards d'humains extrêmement pauvres vivant dans les bidonvilles de la planète, qui doivent assurer le minimum vital avec moins de 1,25 dollar par jour. Les spéculateurs devraient être traduits devant un tribunal de Nuremberg pour crime contre l'humanité.* »



le plus criminel ?

François Hollande.

François Hollande a mené l'essentiel de sa campagne sur le thème du « *pacte productif* ». Depuis son élection il réclame de façon constante et répétée « *un pacte européen pour la croissance* ». Pourtant, François Hollande ne doit pas ignorer le rapport établi par le club de Rome en 1972, qui indique que la croissance représente une menace pour l'humanité. Pour le biologiste canadien David Suzuki, faire l'apologie de la croissance relève du « *Crime contre l'humanité* ». Pour des sociétés industrielles comme la France, même 1 % de croissance suffit à aggraver de façon dramatique l'état de l'environnement. Réclamer de la croissance, c'est vouloir plus de production, plus transports, d'activités... On sait que l'air pollué est, chaque année, à l'origine de cancers, de maladies pulmonaires, etc qui frappent des millions de personnes. Alors combien de morts imputables à la « *croissance Hollande* » ? **La croissance c'est la mort, mort des écosystèmes, mort du climat, mort des peuples du Sud, mort des générations futurs. En soutenant la croissance, François Hollande va répandre la mort.** Pour alimenter cette croissance il faudra des millions de barils de pétrole. L'accession à ce pétrole est intrinsèquement lié à la criminalité écologique. Les dommages causés par la croissance et le changement climatique se traduisent par des modifications

violentes des écosystèmes et des conditions de vie des pays du Sud. Notre consommation immodérée d'énergie fossiles, totalement immorale, fait déjà souffrir des millions de personnes. Actuellement, l'ONU estime à deux cents millions le nombre de personnes victimes du dérèglement climatique et de ses dégâts collatéraux : inondations, sécheresses, tempêtes... Un rapport de 2007 prédit que si la consommation d'énergies fossiles poursuit sa trajectoire actuelle, plus d'un milliard de personnes seront victimes du réchauffement. Alors, combien de personnes victimes du « *pacte productif* », du « *plan de croissance* » de François Hollande ?

Au cours d'une récente visite de Dilma Rousseff à Paris, François Hollande s'est transformé en VRP du marchand de canons Dassault. Il a déclaré à propos du Rafale « *C'est un excellent avion* ». Au Brésil, 15 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté. Le Brésil a-t-il vraiment besoin d'acheter pour 5 000 000 000 de dollars de ces engins ? Des avions qui plus est, consomment 2 500 litres de kérosène à l'heure. Le vendeur d'armes n'est il pas complice de l'inhumanité d'un marché ?

Georges W. Bush.

17 mars 2003, dans une allocution à la nation américaine, George W. Bush déclare « *Les renseignements que notre gouvernement et d'autres ont*

recueillis ne laisse aucun doute sur le fait que le régime irakien continue de posséder et de dissimuler des armes les plus mortelles qui aient jamais été mises au point. »

L'histoire montra par la suite que le régime de Saddam Hussein ne disposait pas d'armes de destruction massive. C'est donc sur la base d'un mensonge que George W. Bush va engager une guerre qui va durer 3 196 jours. Le bilan de cette guerre est terrible : 500 000 civils irakiennes, 10 200 militaires irakiens, et 4 500 militaires américains sont tués. Cette guerre a fait 500 000 blessés. 3 Millions d'Irakiens (1 irakien sur dix) ont été déplacés. Les troupes américaines ont quitté l'Irak en décembre 2012, laissant derrière eux un pays dans un chaos total. Cette guerre a coûté 750 000 000 000 de dollars aux États-Unis (250 000 000 de dollars par jour !). Cette guerre a ravagé un pays dans le but de contrôler les vastes réserves de pétrole irakiennes. Un pétrole indispensable à la croissance de



l'économie américaine, une économie qui consomme quotidiennement 12 millions de barils...

Adolf Hitler.

Fondateur du nazisme, Adolf Hitler a instauré une dictature nommée « Troisième Reich ». Il est responsable de la mort de dizaines de millions de personnes. Des personnes victimes des combats, des chambres à gaz, ou dans certains cas (Tziganes, Juifs) de privation de nourriture (Hungerplan).

Nicolas Sarkozy.

14 janvier 2007, Nicolas Sarkozy « Je veux être le président de la France des Droits de l'Homme. Je ne veux pas être le complice d'aucune dictature à travers le monde ». 10 mai 2007 Nicolas Sarkozy est élu président de la République. Arrivé au pouvoir, il modifie quelque peu sa conception des droits de l'Homme. Le 21 mai 2008, Nicolas Sarkozy rend hommage à l'opération Kolwezi. En mai 1978, plusieurs milliers d'opposants politiques du Front de Libération Nationale Congolaise se soulèvent contre le dictateur congolais Mobutu et investissent la ville de Kolwezi. Pour soutenir le dictateur Mobutu, six cents parachutistes français sautent sur Kolwezi. Les combats firent plus d'un millier de mort zairois et cinq parachutistes français. Ces combats furent suivis d'atrocités répréhensibles sur la population autochtone. Quittons le Congo, pour nous diriger au Nord Ouest de ce pays, en direction du Cameroun. Dans ce pays, règne depuis 1982, le dictateur Paul Biya Dans ce pays d'une pauvreté extrême, le budget de la défense

ne cesse croître. De 142 milliards de francs CFA en 2006, il est passé à 155 milliards de francs CFA en 2008. « Un tel armement lourd n'est finalement utilisé que contre l'ennemi intérieur de Paul Biya que sont les populations camerounaises, massacrées à souhait quand elles osent revendiquer leurs droits humains » (Delphine Fouda-Biya entretien son armée). Au Cameroun dans les exploitations forestières du riche Bolloré (ami intime de Nicolas Sarkozy) (843^{ème} fortune mondiale), des hommes travaillent pour 35 000 francs CFA par mois (environ 53 euros). « Nous vivons comme des animaux, il n'y a pas d'eau, pas de sanitaires, pas d'électricité » indique un ouvrier (F. Pigeaud, *Au cameroun de Paul Biya*). Rosicrucien notoire, Paul Biya a versé 40 millions de francs au Circes (centre de réflexion) en 1988. « Une bonne partie de cet argent venait des recettes pétrolières du Cameroun, allègrement ponctionnées. » (F.X. Verschave, *Noir silence*) Paul Biya est reçu par Nicolas Sarkozy à l'Élysée le 24 juillet 2009. Quittons le Cameroun pour un pays voisin, le Tchad. Au Tchad, c'est le dictateur Idriss Déby qui est au pouvoir depuis 1990, suite à un coup d'État. Idriss Déby réprime des civils, truque les élections, détourne les ressources pétrolières et a modifié la constitution pour pouvoir se représenter à vie. Le 19 juillet 2007 Idriss Déby est reçu chaleureusement à l'Élysée par Nicolas Sarkozy... En 2006, une famine terrible s'est abattue sur le centre du Niger. Le président nigérien, Mamadou Tandja nie l'évidence, et ne prend aucune initiative pour enrayer

cette famine (Programme Alimentaire Mondial...). Des dizaines de milliers de femmes, d'hommes et d'enfants sont déjà morts lorsque l'aide alimentaire arrive enfin à Niamey. (J. Ziegler, *Destruction Massive*). Mamadou Tandja ne fut jamais inquiété, et lorsqu'il reçoit Nicolas Sarkozy à Niamey le 30 mars 2009, ce dernier fait l'éloge de Tandja « Nous respectons la démocratie au Niger ». 22 octobre 2008, les 17 chefs d'État des pays de la zone euro se réunissent au palais de l'Élysée. Nicolas Sarkozy déclare devant la presse « Nous venons de libérer 1 700 milliards de dollars pour remobiliser le crédit bancaire ». A la fin de l'année 2008, les aides des pays de la zone euro à l'aide alimentaire d'urgence chutèrent de 3,2 milliards de dollars, au lieu des 6 milliards habituels. Dans ces arbitrages budgétaires s'expriment la barbarie du monde... Nicolas Sarkozy avait comme slogan « J'irais chercher la croissance avec les dents ». Pour alimenter la croissance, les matières premières africaines sont indispensables à la France. Le soutien de Nicolas Sarkozy au pire criminel du continent africain s'explique donc par la voracité de son programme politique. Dans son excellent petit ouvrage *Nicolas Sarkozy ou la Françafrique décomplexée*, Samuel Foutoyet écrit « Avec Nicolas Sarkozy, la Françafrique sévit sans complexe. Son double discours quasi permanent dans le droit fil de ses prédécesseurs, continue de masquer l'un des plus longs scandales de la République. Une véritable politique de domination, similaire à celle menée par les États-Unis en

le plus criminel ?

Amérique Latine – avec dix ans de retard. Alliant un état oligarchique au capitalisme le plus sauvage, ce système politico-financier profite à une minorité française, qui s'engraisse des richesses africaines. Il laisse les miettes du festin aux despotes locaux, chargés de tenir en laisse une population opprimée de misère, de faim et de désespoir. »

République Démocratique du Congo, encore un pays généreusement doté en richesses naturelles. Un pays qui depuis des décennies connaît les épidémies, la faim, la misère. Entre 1997 et 2000 plus de 2 millions de personnes ont péri. Un pays pillé par le dictateur Mobutu. Mobutu qui a plus de 4 milliards de dollars dans les banques suisses. Mobutu, soutenu sans réserve par Sarkozy... La barbarie de Sarkozy est sans limite. En soutenant les dictateurs africains, partenaires incontournables du pillage de l'Afrique, Nicolas Sarkozy a répandu la misère sur le continent africain. Une population africaine qui très logiquement, pour échapper à des conditions de vie totalement indignes, tente de gagner la France. Face à cette immigration, Nicolas Sarkozy a mené une politique d'une barbarie extrême. Plus de 130 000 personnes ont été reconduites à la frontière française, des personnes certainement victimes de la politique menée par Sarkozy en Afrique. La police française a traqué les enfants jusque dans les écoles. Des immigrés apeurés et désespérés se sont donnés la mort.

Jacques de Larosière de Champfeu.

Ce fut le prédécesseur le Michel Camdessus à la direction du FMI. Jacques de Larosière, durant son mandat (1978-1987) s'est aussi révélé être un redoutable fossoyeur des pays pauvres. « *Partout et toujours, la violence et l'arbitraire du marché libre de toute contrainte normative, de tout contrôle social, tue. Par la misère et la faim.* » (Jean Ziegler)

Dans les années 80, le FMI, dirigé par Jacques de Laosière de Champfeu, impose aussi au Brésil, un sévère « *plan d'ajustement structurel* ». Le FMI impose au Brésil de réduire massivement ses dépenses. Le Brésil, entre autre, interrompt sa campagne nationale de vaccination contre la rougeole. Des dizaines de milliers d'enfants non vaccinés sont morts...

Augusto Pinochet.

Augusto Pinochet a « *présidé* » le Chili de 1974 à 1990. Quelque peu plus brutal que les présidents des « *démocraties* », Pinochet a procédé à l'élimination physique des opposants au libéralisme. « *Dans les nombreuses salles de torture du régime de Pinochet, les corps qui se convulsaient sous l'effet de la douleur étaient ceux des personnes les plus susceptibles de s'opposer à la transformation capitaliste.* » (Naomi Klein) Pinochet voulait appliquer au Chili les mesures libérales con-seillées par l'économiste Milton Friedman : privatisation

des sociétés d'État, autorisation de nouvelles formes de finances spéculatives, élimination du contrôle des prix, réduction des budgets de la santé, de l'éducation, de la culture. « *Durant les années du pouvoir de Pinochet la richesse passe du public au privé et les passifs du privé au public.* » (Naomi Klein) Il y a, à l'évidence, une étrange similarité entre la politique économique conduite par Pinochet, et les politiques des gouvernements Mauroy, Jospin, Juppé, Chirac, Raffarin, De Villepin... Au Chili, comme en France, les politiques économiques libérales, n'acceptent aucune contestations, qu'elles soient fondées sur des considérations d'ordre écologique ou humaniste. Comme je l'ai indiqué un peu plus haut, le traitement réservé aux contestataires de ces politiques libérales, était plus brutal au Chili qu'en France : « *En mai 1990, la police secrète procéda à l'enlèvement de milliers de syndicalistes, de militants des droits de l'homme, de responsables politiques. Les victimes furent jetés dans la mer du haut d'hélicoptères après leur avoir ouvert le ventre d'un coup de couteau pour les empêcher de flotter* ». Les théories économiques défendus par Milton Friedman, Pinochet, ainsi que les gouvernements européens se situent à l'opposé des théories du mouvement de la DÉCROISSANCE. Pour les libéraux, c'est le marché qui décide et il faut lever tous les obstacles à l'accumulation sans fin des richesses. A l'inverse, les tenants de la décroissance

considèrent qu'une société sans limite n'a pas d'avenir. Mettre des limites à l'accumulation de richesses, à la démesure, aux activités économiques permet de garantir à une société un caractère civilisé. « Comme presque partout où règne la terreur d'État, les assassins ciblés visaient deux objectifs. Premièrement, ils éliminaient des entraves concrètes – les personnes les plus susceptibles de riposter. Deuxièmement, la disparition des « fauteurs de troubles » constituait un avertissement sans équivoque pour quiconque aurait eu des velléités de résistance : on supprimait ainsi de futurs obstacles. » (Naomi Klein)

Manuels Valls n'aurait-il pas « La méthode Pinochet » sur sa table de chevet ?

Jacques Chirac.

Dans le cas de Jacques Chirac, c'est aussi du côté de l'Afrique qu'il faut porter le regard pour prendre la mesure de la cruauté du personnage. « Alors que des juges et des policiers courageux allongent jour après jour la liste inouïe des délits financiers que Jacques Chirac a organisés ou parrainés, alors que se rapprochent la mise en cause pour crimes contre l'humanité de quelques-uns dont il est le complice, la haute magistrature et le Conseil constitutionnel ne cessent d'inventer les moyens de préserver ou de renforcer son immunité. »

(F.X. Verschave, *Noir Chirac*).

Nous l'avons vu, c'est la riche famille Bettancourt qui a financé l'homme politique Mitterrand. Dans le cas de Jacques Chirac, c'est le fortuné marchand de

canons Dassault, qui a servi de sponsor. Pour lancer la carrière politique de Jacques Chirac, Marcel Dassault, figure centrale du lobby militaro-industriel n'hésitera pas à acheter un quotidien régional « L'Essor du Limousin ». Arrivé au pouvoir, Jacques Chirac, ne tardera pas à « renvoyer l'ascenseur ». En 1974, il instaure « les mécanismes d'aide au commerce extérieur » qui en définitive mettent à la charge des contribuables français les biens et les services vendus à des pays insolvables. Ceci au profit notamment de Bouygues et Dassault.

En 1987, le premier ministre Jacques Chirac, va passer commande à Dassault du prototype n° 1 de l'avion Rafale. Un avion que les contribuables français ont généreusement financé, puisqu'après 7 milliards d'euros dépensés seuls 5 exemplaires ont été livrés.

F.X. Verschave écrit « Couvé par Dassault, Jacques Chirac est totalement initié au monde du secret, de l'armement et de la finance parallèle. Jacques Chirac va évoluer avec une aisance stupéfiante dans une série de monde où l'initiation est quasi systématique : les contrats d'armement, le nucléaire, l'immobilier, la Françafrique. »

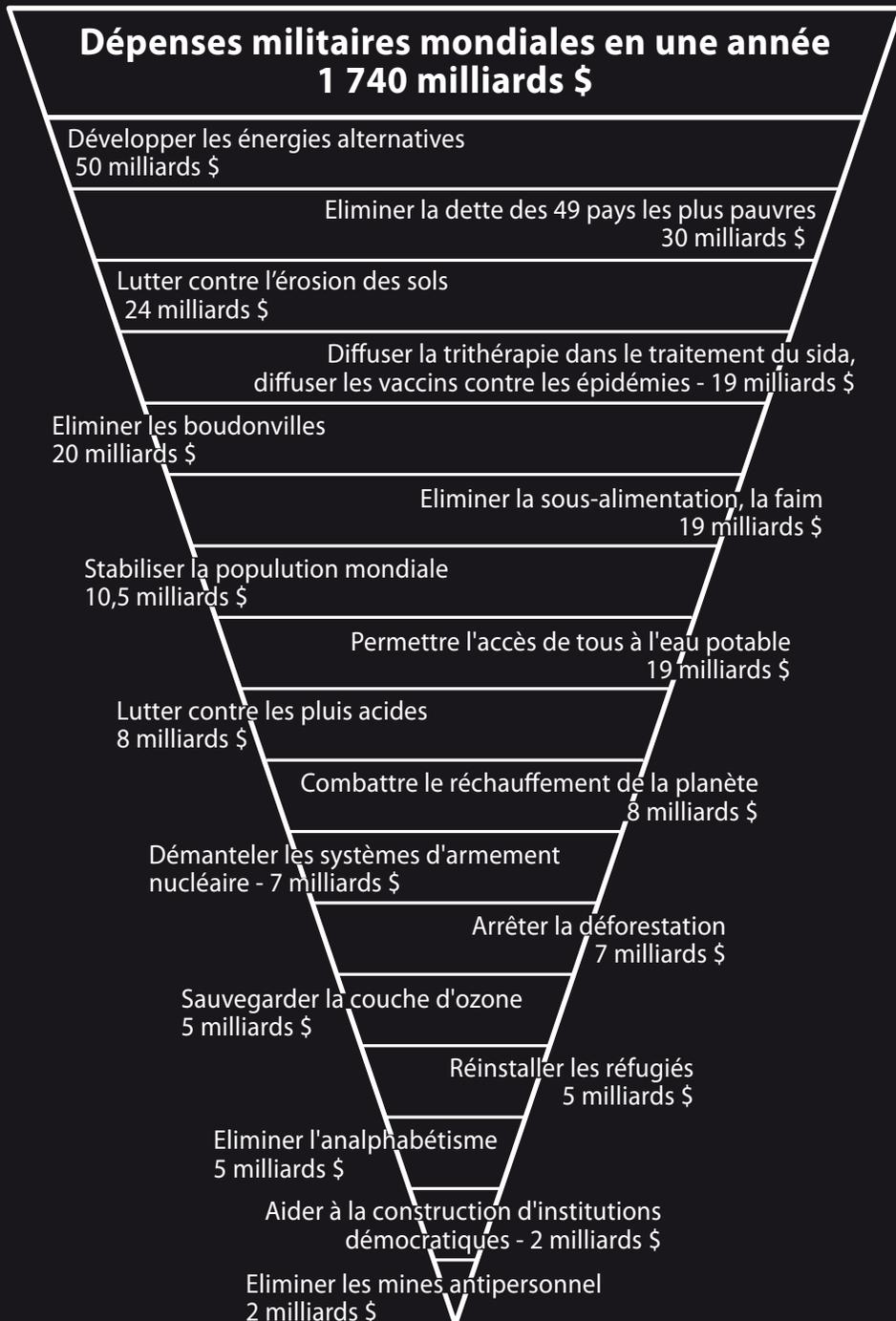
Un peu plus loin F.X. Verschave écrit « En 1992, la vente de 390 chars Leclerc à Abu Dhabi a nécessité 73 commissions occultes, dont un bon paquet est revenu en Chiraquie ». Mais c'est bien évidemment sur le plan international que la proximité de Jacques Chirac avec la criminalité politique est la plus évidente. Premier Ministre ou Président de la République, Jacques Chirac soutien avec constance les dictateurs les plus sanguinaires, d'Idriss Déby (Tchad) à Omar Bongo (Gabon), en passant par Sassou Nguesso (Congo Brazaville), Eyadema (Togo), Paul Biya (Cameroun), Dos Santos (Angola).

La croissance...



© Rémi Schmebelin

jusqu'à quand? (...et pour qui?)



TGV – au mépris du peuple et pour le plus grand bénéficiaire

Pour les objecteurs de croissance, la critique de l'accélération et le refus de la dictature de la vitesse, sont des éléments fondamentaux.

Le choix fait par les pouvoirs publics de la construction des lignes TGV est emblématique de ce mépris du peuple. Pour le confort et la « *compétitivité* » d'une infime minorité, c'est toute la population qui va payer. Donnons un coup de projecteur sur le TGV EST.

La phase 1 de cette ligne est en service depuis 2007.

La phase 2 est en cours de travaux actuellement. Facteur de concentration des populations et des activités dans les grandes agglomérations, le TGV est aussi à la base d'un endettement massif des collectivités.

Regardons la répartition du financement de la première phase (PARIS – NANCY) :

Région Île de France	76 220 000 €
Région Champ Ardennes	124 250 000 €
Ville de Reims	45 730 000 €
District de Reims	3 960 000 €
CG Ardennes	7 620 000 €
CG Marne	24 850 000 €
Région Lorraine	203 060 000 €
CG Meuse	4 120 000 €
CG Meurthe & Moselle	15 700 000 €
CG Moselle	22 410 000 €
CG Vosges	8 540 000 €
Région Alsace	282 030 000 €
CG Bas Rhin	70 580 000 €
CG Haut Rhin	24 390 000 €
CU Strasbourg	35 370 000 €
Ville Colmar	3 660 000 €
Ville Mulhouse	7 010 000 €
SNCF	48 940 000 €
Reseau Ferré de France	682 820 000 €

État Luxembourgeois	117 390 000 €
État Français	1 219 590 000 €
Europe	117 390 000 €

En réalité le cout total du ce tronçon s'est élevé à 5 milliards d'euros.
(5 000 000 000 €)

Regardons maintenant le montage financier de la phase 2, en construction actuellement (Nancy – Strasbourg).

Conseil Régional Île de France	49 000 000 €
Conseil Régional Champ Ardennes	27 140 000 €
Reims Métropole	31 960 000 €
CG Ardennes	4 820 000 €
CG Marne	16 080 000 €
CG Lorraine	120 480 000 €
CG Meuse	2 610 000 €
CG Meurthe & Moselle	10 040 000 €
CG Moselle	14 450 000 €
CG Vosges	5 420 000 €
CG Alsace	95 580 000 €
CG Bas Rhin	59 000 000 €
CG Haut Rhin	20 530 000 €
CU Strasbourg	51 920 000 €
CA Colmar	3 070 000 €
CA Mulhouse	5 090 000 €
Reseau Ferré de France	532 000 000 €
État Luxembourgeois	40 000 000 €
État Français	680 000 000 €
Europe	118 000 000 €

Les dernières estimations, considère que la facture totale de ce second tronçon va s'élever à 2, 5 milliards d'euros (2 500 000 000 euros). Si cette somme est respectée, le cout final de l'ensemble de la ligne sera de 7,5 milliards d'euros. (7 500 000 000 euros).

des mafieux du béton

Plusieurs remarques donc sur ce projet, remarques applicables à l'ensemble des lignes TGV. Depuis de nombreuses années de associations demandent l'aménagement des lignes existantes, permettant de faire circuler des trains pendulaires. Ainsi des trains classiques pourraient y rouler à 250 km/h (le TGV circule à 300 km/h). **Le coût de l'aménagement d'une ligne existante est 10 fois inférieur au coût de construction d'une ligne TGV ! Ainsi pour Paris Strasbourg, la facture n'aurait pas été de 7 500 000 000 euros, mais de 750 000 000 euros. Soit une différence colossale de 6 750 000 000 ! Une telle différence, aurais me semble t il mérité un débat public.** Le choix du TGV, réalisé par cette arrogante oligarchie (élus, patrons du BTP, dirigeants de RFF...) s'apparente à un scandaleux vol de biens publics. Selon les premières estimations, le surcout du billet pour l'utilisateur par rapport aux trains classique est de 40 %.

Le prix du billet de TGV est devenu tellement dissuasif que des sociétés de co-voiturage se sont développés. Le transfert annoncé du trafic routier vers le rail relève donc bien du mensonge Destruction massive de l'environnement (dans le cas du TGV Est, ce sont 4 500 hectares d'espaces naturels saccagés) explosion de l'endettement des collectivités (donc des impôts), surcout pour l'utilisateur, concentration des activités dans les grandes villes, le bilan de cette décision est très lourd.

Pour Réseau Ferré de France, les TGV sont à l'origine d'un endettement abyssal. **Fin 2010, l'endettement de RFF s'élevait à 28 500 000 000 d'euros. Un endettement que les quatre chantiers en cours (Rhin-Rhône, Bretagne, Tours-Bordeaux et TGV Est) devrait porter à 35 000 000 000 d'euros.** Cet endettement fait aussi le bonheur de l'industrie bancaire, **puisque RFF verse chaque année 1 200 000 000 d'euros de frais financiers.** A l'endettement de RFF, s'ajoute celui de la SNCF, qui selon plusieurs rapports



devrait s'élever à 17 000 000 000 d'euros.

En raison d'un vieillissement prématuré, les travaux de rénovation d'un cout exorbitant ont déjà commencé. « *La rénovation du TGV Atlantique vient de débuter après seulement dix-neuf ans d'utilisation au lieu des quarante annoncés. Quatre ans seulement après sa mise en service, la santé de la ligne Paris – Strasbourg inquiète déjà RFF* » (M. Fressoz, *Faillite à Grande Vitesse*).

Mais une fois encore les hommes politiques à l'origine de ces décisions imbéciles (De Villepin, Perben, Raffarin, De Robien, Longuet, Masseret, Borloo...) ne seront jamais inquiétés. Le TGV Est, n'est malheureusement pas le seul projet ou l'imbécilité politique s'exprime avec autant de force. Le cout estimatif de la ligne Tours – Bordeaux est de 7 800 000 000 euros. La ligne Nîmes Montpellier se monte à 2 500 000 000 euros. LGV Lyon Turin : 23 000 000 000 euros. Bordeaux – Toulouse : 7 000 000 000 euros etc.

A la fin des années des années 1990, dans le grand Sud Ouest, des aménagement de ligne existante ont été réalisés pour permettre la circulation d'un train pendulaire. L'inclinaison de ce train dans les courbes permet de s'approcher des performances d'un TGV, tout en évitant les investissements gigantesques de la construction de ligne TGV. **Avec leurs mépris**

TGV – au mépris du peuple et pour le plus grand bénéfice des mafieux du béton

habituel pour l'usager et le peuple, les hommes politiques et les dirigeants de la SNCF ont fait le choix de la solution la plus ruineuse...

Le choix du TGV repose aussi sur le postulat d'une planète aux ressources infinies. Or selon l'AIEA (Agence Internationale à l'Energie Atomique, avec 480 réacteurs nucléaires en fonctionnement, nous aurons épuisés les réserves d'uranium dans les années 2025, c'est-à-dire dans une dizaine d'années ! Il faut donc s'attendre au scénario d'une paralysie générale de l'ensemble du trafic de ces ruineux investissements, faute de combustible. Mais une fois encore les hommes politiques qui auront pris toutes ces décisions irresponsables seront à l'abri.

J'ajoute aussi que la construction de ces lignes entraîne des consommations gigantesques d'énergie. Réalisation et transport des ouvrages d'art, engins de terrassement, énormes machines pour la construction des tunnels, tout ceci suppose la consommation de millions de litres de carburants. A l'origine de ce carburant, le pétrole du Nigéria, du Cameroun, du Congo, de l'Angola, du Soudan ou du Tchad, bref d'une pétro-dictature. Même pour construire le TGV, des « petits arrangements » avec les droits de l'homme s'imposent.



« Je ne comprends pas pourquoi quand quelqu'un détruit quelque chose que l'homme a créé c'est du vandalisme. Mais quand on détruit ce que la nature a créé c'est du progrès. »

Theodore Monod

« La France, un État délinquant. Lorsqu'une personne refuse de donner ses biens à un délinquant, celui ci utilise la violence pour parvenir à ses fins. C'est exactement l'attitude de la France à l'égard des pays africains. La France est donc un État délinquant. »

Clément Wittmann

**Lomé, Togo, Ghetto de Katanga,
le mardi 23 octobre 2012**



« Chaque fois que nous sommes témoin
d'une injustice et que nous n'agissons pas,
nous formons notre caractère à être passif en
sa présence et nous finissons alors par perdre
toute capacité à nous défendre nous-même,
ainsi que ceux que nous aimons. »
Julien Assange, Wikileaks

Bibliographie

BERGER, John. *Réflexions sur le fascisme économique*. Indigènes. 2009.

CASTORIADIS, Cornelius. *La montée de l'insignifiance*. La Découverte. 1996.

FOUTOYET, Samuël. *Nicolas Sarkozy ou La Françafrique décomplexée*. Tribord. 2008.

FRESSOZ, Marc. *FGV Faillite à grande vitesse : 30 ans de TGV*. Cherche Midi. 2011.

KLEIN, Naomi. *La stratégie du choc : La montée du capitalisme du désastre*. Actes Sud. 2008.

LABARTHE, Gilles. *Le Togo, de l'esclavage au libéralisme mafieux*. Agone. 2005.

MONTANYÀ, Xavier. *L'or noir du Nigeria, Pillages, ravages écologiques et résistances*. Agone. 2012.

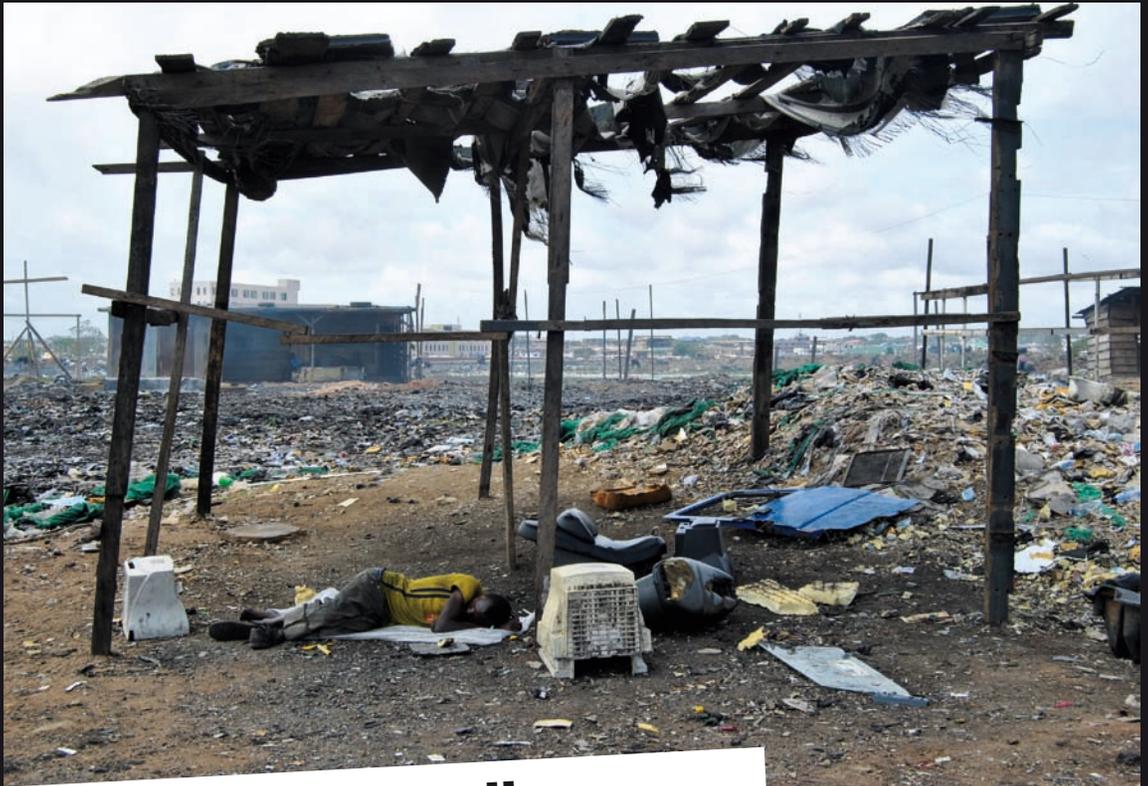
MOUHOT, Jean-François. *Des esclaves énergétiques – Réflexions sur le changement climatique*. Champ Vallon. 2012.

PIGEAUD, Fanny. *Au Cameroun de Paul Biya*. Karthala. 2011.

VERSCHAVE, François-Xavier. *Noir Chirac*. Les Arènes. 2002. *Au mépris des peuples : Le néocolonialisme franco-africain*. La Fabrique. 2004.

ZIEGLER, Jean. *La Haine de l'Occident*. Albin Michel. 2008. *L'Empire de la Honte*. Fayard. 2005. *Destruction Massive. Géopolitique de la faim*. Le Seuil. 2011. *Les seigneurs du crime : les nouvelles mafias contre la démocratie*. Le Seuil. 1998. *Les Nouveaux Maîtres du monde et ceux qui leur résistent*. Fayard. 2002.





Déclaration universelle des droits de l'Homme.

Article 1. Tous les êtres humains naissent libres et égaux en dignité et en droits. Ils doivent agir les uns envers les autres dans un esprit de fraternité.

Article 23. Toute personne a droit à une rémunération équitable et satisfaisante lui assurant ainsi qu'à sa famille une existence conforme à la dignité humaine.

Article 25. Toute personne a droit à un niveau de vie suffisant pour assurer sa santé, son logement, son alimentation...

**Acheter ce livre c'est soutenir
le combat contre
les barbaries modernes.**

